

Mise à jour sur l'état d'avancement de l'évaluation globale du Groupe de la Banque africaine de développement conduite par IDEV

Note d'information

Revue à mi-parcours du FAD-13
11-13 novembre 2015
Abidjan, Côte d'Ivoire



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Table des matières

Abréviations et sigles.....	ii
1. Contexte	3
2. Evaluation globale des résultats de la Banque en matière de développement – Mise à jour sur l'état d'avancement.....	3
<i>Conception.....</i>	<i>3</i>
<i>Gouvernance et assurance de la qualité.....</i>	<i>6</i>
<i>Etat d'avancement</i>	<i>7</i>
3. Evaluation des engagements de la Banque au titre du FAD et de l'AGC	7
<i>Contexte</i>	<i>7</i>
<i>Conception.....</i>	<i>8</i>
<i>Mise en œuvre.....</i>	<i>9</i>

Tableaux

Tableau 1: Echantillonnage des pays pour l'EGRD	4
Tableau 2: Etat d'avancement de l'EGRD	7

Abréviations et sigles

FAD	Fonds africain de développement
BAD	Banque africaine de développement
EGRD	Evaluation complète des résultats du Groupe de la Banque en matière de développement
ECG	Groupe de coopération pour l'évaluation
PFR	Pays à faible revenu
PRI	Pays à revenu intermédiaire
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PMR	Pays membre régional
SD	Stratégie décennale
UC	Unité de compte

MISE A JOUR SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉVALUATION GLOBALE DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

CONDUITE PAR IDEV

1. Contexte

- 1.1 Après le bouclage du processus de la treizième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13), IDEV a présenté au Comité des opérations et de l'efficacité du développement (CODE) du Groupe de la Banque africaine de développement (la Banque) une note portant sur les options pour une évaluation globale de la Banque¹. À l'issue des discussions, CODE a retenu une option² axée sur la mise au point de deux produits distincts, à savoir : i) l'évaluation globale des résultats de la Banque en matière de développement ; et ii) la revue indépendante de la mesure dans laquelle les engagements au titre du Fonds africain de développement (FAD) et de l'augmentation générale du capital (AGC) ont été tenus à mi-parcours. Une approche initiale pour tous les deux produits a été présentée à CODE en mars 2014.³
- 1.2 Tel qu'indiqué dans le rapport sur le FAD-13, IDEV s'est engagé à fournir des mises à jour sur l'état d'avancement de l'évaluation globale pour la revue à mi-parcours du FAD-13, ce qui est précisément l'objet de la présente note d'information.

2. Évaluation globale des résultats de la Banque en matière de développement – Mise à jour sur l'état d'avancement

Conception

- 2.1. L'évaluation globale des résultats de la Banque en matière de développement (EGRD) vise un double objectif général portant sur l'apprentissage et la responsabilisation. En particulier, l'EGRD vise à :
 - fournir une évaluation indépendante, crédible et fondée sur des bases factuelles des résultats de la Banque en matière de développement pour la période de 2004 à 2013, et en particulier à déterminer la mesure dans laquelle les interventions de la Banque ont fait une différence (redevabilité); et à
 - déterminer les enseignements tirés et à formuler des recommandations pour guider la mise en œuvre de la Stratégie décennale (SD) de la Banque et maximiser les résultats globaux en matière de développement en Afrique (apprentissage).
- 2.2. Pour réaliser ce double objectif général, l'EGRD entend répondre à trois questions fondamentales:
 - 1: En quoi la Banque a-t-elle fait la différence en Afrique et qu'a-t-elle réalisé en Afrique entre 2004 et 2013 ?
 - 2: En quoi la Banque apporte-t-elle une valeur ajoutée et comment maximise-t-elle sa valeur en tant que partenaire au développement ?
 - 3: La Banque tire-t-elle des enseignements de son expérience?
- 2.3. L'EGRD est mise en œuvre théoriquement comme une synthèse de plusieurs évaluations qui la sous-tendent, à savoir :

¹ *Conduire une évaluation complète de la Banque africaine de développement : Note explicative* (ADB/BD/WP/2013/125, 24 septembre 2013), et sa version révisée (ADB/BD/WP/2013/125/Rev.1, 17 octobre 2013).

² *Rapport de la réunion du Comité des opérations et de l'efficacité du développement (CODE) tenue le 29 octobre 2013* (ADB/BD/CODE/2013/16, 16 décembre 2013).

³ Voir *Évaluation complète du Groupe de la Banque : Faire la différence en Afrique – Une évaluation complète des résultats de la Banque en matière de développement* (ADB/BD/WP/2014/36, 17 mars 2014) et *Évaluation complète des résultats de la Banque en matière de développement : Mise en œuvre des engagements au titre de l'AGC et du FAD* (ADB/BD/WP/2014/37, 17 mars 2014).

- les évaluations des stratégies et programmes pays (ESPP), prévues dans le programme de travail d'IDEV et servant de fondements pour l'EGRD, afin de garantir le meilleur rapport coût/efficacité ;
- les évaluations des résultats des projets (ERP) pour tous les projets achevés dans les pays couverts ;
- des évaluations sectorielles (transport, énergie) ;
- des évaluations thématiques ; et
- des évaluations d'impact.

- 2.4. Les principes suivants ont guidé la sélection de l'échantillon de pays à couvrir dans l'EGRD : i) la couverture d'au moins 50 % du portefeuille de la Banque au cours des dix dernières années ; ii) la représentativité du portefeuille de la Banque pour ce qui est de certaines caractéristiques essentielles (telles que la région, le guichet de financement, la taille et la fragilité) ; et iii) le remplissage des critères susmentionnés, tout en limitant le nombre de pays à couvrir à 15 au plus. A l'issue de l'examen de diverses options, il a été jugé qu'une méthode d'échantillonnage stratifiée et non probabiliste était l'option la plus indiquée.
- 2.5. C'est sur cette base que 15 pays ont été retenus début 2014. Ces pays représentent 60 % de toutes les approbations de la Banque sur la période 2004-2013, en plus d'être représentatifs du portefeuille global de la Banque pour ce qui est des principales caractéristiques telles que la région, le guichet de financement, la taille des pays, la fragilité, la langue et le niveau du revenu. Le Burkina Faso et le Libéria ont été par la suite éliminés de la liste des pays retenus dans l'échantillon, en raison respectivement de la crise politique et l'épidémie d'Ebola. Pour garantir la représentation adéquate des états fragiles dans l'échantillonnage, la Sierra Leone a été remplacée par le Togo. Toutefois, ces adaptations ont légèrement réduit la couverture générale du portefeuille de la Banque de 58 %. La sélection finale des pays est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Echantillonnage des pays pour l'EGRD

Sélection finale des pays – pour l'EGRD					
Pays	Région	Taille	Niveau du revenu	Etat fragile	% du portefeuille (prêts nets)
République démocratique du Congo	Centrale	Grande	PFR	Oui	2,9
Cameroun	Centrale	Moyenne	PFR	Non	2,2
Ethiopie	Est	Grande	PFR	Non	4,7
Tanzanie	Est	Grande	PFR	Non	4,7
Burundi	Est	Restreinte	PFR	Oui	1,1
Maroc	Nord	Grande	PRI	Non	11,3
Tunisie	Nord	Moyenne	PRI	Non	6,8
Afrique du Sud	Australe	Grande	PRI	Non	10,3
Mozambique	Australe	Moyenne	PFR	Non	2,1
Zambie	Australe	Moyenne	PFR	Non	1,7
Nigeria	Ouest	Grande	PFR	Non	4,9
Ghana	Ouest	Moyenne	PFR	Non	2,8
Sénégal	Ouest	Moyenne	PFR	Non	1,7
Togo	Ouest	Restreinte	PFR	Oui	0,6
Total					58 %

- 2.6. La synthèse de l'EGRD est basée sur les critères d'évaluation standard du Comité de l'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité, ainsi que sur des

questions standardisées concernant la gestion du portefeuille de la Banque. Elle repose sur deux processus parallèles utilisant les données recueillies par le biais des évaluations constituant les fondements.

- 2.7. Le premier processus est axé sur les évaluations des résultats des projets (ERP) et porte sur le premier objectif de l'EGRD, à savoir la conduite d'une évaluation indépendante, crédible et fondée sur des bases factuelles des résultats de la Banque en matière de développement pour la période 2004-2013. Les ERP sont intégrées le plus possible dans le périmètre de travail des évaluations des stratégies et programmes pays (ESPP) et visent essentiellement l'atteinte de l'objectif de la redevabilité.
- 2.8. La portée des ERP couvrira tous les projets de l'échantillon de l'EGRD (portefeuille pour les 14 pays) approuvés entre 2004 et 2013, qui sont déjà achevés ou clos au 31 décembre 2014. Etant donné qu'il y a parfois des retards dans les mises à jour sur l'état d'avancement des projets dans la base de données de la Banque, les projets en cours affichant des taux de décaissement de plus de 95 % feront l'objet d'un examen et seront inclus dans l'échantillon, au cas par cas.
- 2.9. Tous les projets admissibles feront l'objet d'une évaluation approfondie de la chaîne des résultats, conformément à l'approche recommandée dans le « Grand Livre des normes de bonnes pratiques en évaluation » du Groupe de coopération sur l'évaluation, portant l'analyse des contributions. La contribution de la Banque aux résultats en matière de développement fera ensuite l'objet d'une synthèse couvrant un certain nombre d'impacts identifiés dans le cadre de l'analyse des stratégies et interventions de la Banque et constituant sa théorie du changement.
- 2.10. Quant au deuxième processus, il consiste à tester la théorie de l'action pour les interventions de la Banque et vise à atteindre le deuxième objectif de l'EGRD dans l'évaluation de la façon dont les interventions de la Banque font ou ne font pas la différence en Afrique. Cette analyse appuie les deux objectifs de redevabilité et d'apprentissage de l'EGRD.
- 2.11. Dans le cadre de ce processus, une approche générale qualitative et théorique, fondée sur l'analyse qualitative comparée (AQC), sera utilisée pour déterminer les combinaisons des conditions liées à l'absence ou à la présence des résultats sur lesquels porte l'évaluation.
- 2.12. La théorie de l'action pour les interventions de la Banque est définie par l'ensemble des principes opératoires ou mécanismes qu'utilise la Banque pour promouvoir l'obtention effective de résultats en matière de développement, ainsi que par les conditions contextuelles à même de garantir le succès de ses interventions.
- 2.13. Neuf mécanismes ont ainsi été identifiés à partir des politiques et stratégies opérationnelles de la Banque. Ces mécanismes constituent des moyens permettant à la Banque de s'organiser de façon à obtenir des résultats.

M1 – Connaissances et conseil stratégique : La Banque fournit des connaissances pertinentes et des conseils appropriés au pays, et participe de manière efficace au dialogue politique

M2 – Solutions adaptées : la stratégie de la banque au niveau des pays est bien conçue, bien intégrée et propose des solutions adaptées aux défis

M3 – Focalisation stratégique : la stratégie de la banque met l'accent sur les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif, sur la base d'une analyse approfondie

M4 – Effet de levier : la stratégie et les programmes de la Banque sont conçus pour attirer des ressources additionnelles avec une attention particulière portée à la réplication à grande échelle.

M5 – Supervision : le programme de la Banque est suivi efficacement en mettant l'accent sur l'obtention des résultats attendus.

M6 – Focalisation des projets : la conception et la mise en œuvre des projets de la Banque contribuent aux résultats du DSP.

M7 – Conception des projets : la conception et la mise en œuvre des projets de la Banque adressent les contraintes à la réalisation des résultats du DSP.

M8 – Gestion axée sur les résultats et apprentissage : les interventions de la Banque sont conçues et gérées pour engendrer des résultats de développement au niveau des pays, et informées par des preuves de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas

M9 – Partenariats et coordination : les interventions de la banque sont conçues et mise en œuvre en partenariat et en coordination avec les gouvernements et autres partenaires au développement en respect des principes internationaux d'engagement.

- 2.14. Deux autres facteurs contextuels ont été retenus, en se basant sur les politiques et stratégies disponibles ainsi que sur les consultations avec la direction de la Banque au sujet des facteurs contextuels dans les pays membres régionaux (PMR) qui sont susceptibles d'avoir un impact sur la performance de la Banque.

C1 – Appropriation nationale : le pays a inclus les objectifs du DSP de la Banque comme contributions aux résultats des plans nationaux, et contrôle les performances du DSP.

C2 – Préparation à effectuer des réformes : Le pays a pris des mesures pour résoudre les questions de politique et réglementaire identifiées comme obstacles à l'atteinte des objectifs du DSP.

- 2.15. Des normes rigoureuses de qualité sont intégrées dans toutes les évaluations des stratégies et programmes pays (ESPP) contribuant à l'EGRD. En particulier, des orientations détaillées ont été émises et une formation a été dispensée aux équipes des ESPP dans les domaines de la collecte des données à utiliser dans les deux processus.

Gouvernance et assurance de la qualité

- 2.16. Les évaluations fondements de l'EGRD sont pleinement prises en compte dans le programme de travail d'IDEV et sont donc mises en œuvre conformément aux exigences d'IDEV sur le plan de la qualité et sous la supervision de la direction d'IDEV. Pour garantir la qualité de ses évaluations, IDEV se conforme aux normes internationales et notamment aux normes d'évaluation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi qu'aux normes de bonnes pratiques du Groupe de coopération sur l'évaluation (GCE).
- 2.17. Pour garantir la plus haute qualité possible, IDEV a institué un système de gestion de la qualité comportant plusieurs volets dans le cadre du processus des revues par les pairs aussi bien à l'interne qu'à l'externe. Ces revues par les pairs sont guidées par les normes d'évaluation internationales et par des termes de référence communs. Le principal objectif des revues par les pairs est de garantir la solidité de la conception du plan et du rapport d'évaluation subséquent, avec à la clé la production de bases factuelles valables et fiables pour appuyer la prise de décisions à la Banque. Par ailleurs, IDEV constitue, pour chaque évaluation, un groupe de référence composé de représentants à l'échelle de la Banque et même d'acteurs externes pour l'examen des constatations et recommandations de l'évaluation. Ce groupe de référence veille à ce que les évaluations tiennent compte des besoins des usagers potentiels en matière d'informations et à ce que les erreurs factuelles soient corrigées.
- 2.18. Par ailleurs, IDEV a mis en place un groupe d'experts en évaluation et développement de renommée internationale pour servir de conseillers supérieurs devant guider la conduite de l'EGRD. Ce groupe de conseillers supérieurs se réunit (physiquement ou virtuellement) pour fournir des orientations en ce qui concerne les principales phases de l'évaluation, y compris les phases de démarrage et d'établissement du rapport, avec à la clé la production d'un rapport de démarrage et d'un rapport de synthèse, respectivement. A l'issue des discussions de CODE concernant le document sur les approches, IDEV a tenu sa première réunion avec le Groupe des conseillers supérieurs en juillet 2014 à Tunis pour examiner l'approche proposée et a reçu des orientations pour la voie à suivre.

- 2.19. Le rapport de synthèse sera examiné aussi bien par le Groupe des conseillers supérieurs que par un groupe de référence des différents acteurs, y compris les principales parties prenantes de la Banque et des PMR.

Etat d'avancement

- 2.20. Toutes les évaluations fondements de l'EGRD sont en cours de mise en œuvre, et certaines d'entre elles se trouvent déjà à la phase d'achèvement. Le tableau ci-dessous présente succinctement les principaux jalons de la conduite de l'EGRD (production des données attendues par les évaluations fondements, établissement de rapport pour la synthèse).

Tableau 2: Etat d'avancement de l'EGRD

ESPP	2015				2016									
	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	
1. Cameroun														
2. Sénégal														
3. Tanzanie														
4. Ethiopie														
5. Mozambique														
6. Zambie														
7. RDC														
8. Burundi														
9. Togo														
10. Tunisie														
11. Maroc														
12. Nigeria														
13. Afrique du Sud														
14. Ghana														
15. ERP Eau														
16. Synthèse – rapport final														

- 2.21. Le processus de l'EGRD est en bonne voie pour que le rapport de synthèse définitif soit soumis au plus tard en juillet 2016, en vue de la réponse de la direction. Toutes les données en vue de la synthèse devaient être fournies avant la fin de 2015, mais il est probable qu'il y ait de légers retards pour trois évaluations fondements. Toutefois, cela ne remet pas en cause la programmation de l'ensemble du processus. L'équipe chargée de la synthèse de l'EGRD a déjà été constituée et a suivi une formation initiale. Le processus d'établissement du rapport de synthèse devrait être lancé vers la fin de janvier 2016, et les conclusions initiales devraient être disponibles en avril de la même année. L'élaboration du rapport de synthèse préliminaire commencera en mars et le rapport final sera soumis vers la fin de juillet 2016.

3. Evaluation des engagements de la Banque au titre du FAD et de l'AGC

Contexte

- 3.1 En mars 2014, CODE a demandé à IDEV de réaliser une évaluation indépendante de l'atteinte par la Banque des engagements pris au titre de la sixième augmentation générale du capital (AGC-VI) et des douzième et treizième reconstitutions générales des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12 et FAD-13). La Banque a marqué son accord pour une évaluation indépendante, en complément de sa propre évaluation de la tenue de ces engagements. En effet, un des engagements pris au titre de l'AGC-VI portait sur la conduite d'une telle évaluation indépendante par IDEV. Compte tenu de cet accord, et du fait du chevauchement des contenu et temporalité des différents processus de financements en termes d'engagements, il a été jugé indiqué que l'évaluation couvre tous les trois processus depuis 2010 : l'AGC-VI, le FAD-12 et le FAD-13.

- 3.2 Les engagements constituent un accord entre la Banque et ses actionnaires, dans le cas de l'AGC, et entre la Banque et les membres du FAD et les Etats parties, dans le cas du FAD. La Banque, ses financiers et ses parties prenantes veulent comprendre si cette approche marche, aussi bien pour déterminer dans quelle mesure la Banque honore ses engagements que pour savoir si la Banque évolue effectivement vers la direction choisie par ses parties prenantes et elle-même. S'agissant du contenu, les engagements varient considérablement de la préparation de nouveaux documents de politiques à l'institution de nouvelles fonctions ou de nouveaux instruments financiers, à la révision des procédures et à la mise en route de réformes institutionnelles. Collectivement, ces engagements couvrent toutes les facettes des activités de la Banque.
- 3.3 Afin d'aller au-delà de la simple validation indépendante de la tenue ou non des engagements, IDEV a prévu de conduire quatre évaluations distinctes ayant cependant des liens entre elles, y compris une revue d'ensemble et trois études approfondies. Il s'agit des évaluations suivantes : a) une revue et une vérification d'ensemble ; b) une évaluation des processus d'élaboration des politiques et des stratégies ; c) une évaluation de la gestion du budget administratif ; et d) une évaluation de la gestion des risques. Les études approfondies ont été déterminées en se basant sur une analyse fondée sur les quatre critères suivants : i) les priorités stratégiques de la Banque ; ii) les informations requises ; iii) le moment opportun ; et iv) la possibilité de procéder à une évaluation. Toutefois, compte tenu des changements récemment intervenus dans la fonction de gestion des risques de la Banque, notamment avec la création d'un nouveau bureau, l'évaluation de la gestion des risques a par la suite été annulée. IDEV a donc procédé à trois évaluations portant sur les engagements au titre du FAD et de l'AGC. Le reste de la présente section propose une mise à jour sur ces trois évaluations.

Conception

- 3.4 La première composante de l'évaluation des engagements a été constituée de la revue d'ensemble des engagements. L'évaluation a couvert la série d'engagements liés aux trois processus de financement. Le Conseil des gouverneurs de la Banque a approuvé l'AGC-VI le 27 mai 2010 ; cette sixième augmentation générale du capital comptait 35 engagements. La douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12) a couvert la période triennale de 2011 à 2013, et la dernière réunion sur le FAD-12 s'est tenue les 7 et 8 septembre 2010 à Tunis. Le FAD-12 comptait 32 engagements. Pour sa part, la treizième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13) couvre la période de 2014 à 2016, tandis que la dernière réunion sur le FAD-13 s'est tenue le 26 septembre 2013. Au titre du FAD-13, la Banque est convenue de 45 engagements.
- 3.5 L'évaluation a adopté une approche sur base théorique et a recouru à une vaste gamme de méthodes de collecte des données, y compris des méthodes aussi bien qualitatives que quantitatives, ainsi qu'à des revues documentaires, à des entretiens avec des informateurs, à des enquêtes en ligne, à des groupes de discussion, à des revues structurées et à des études de cas. Par ailleurs, l'évaluation a fait appel à un panel d'experts ainsi qu'à la cartographie des processus, à la revue des modèles organisationnels et à des analyses comparatives.
- 3.6 La seconde composante de l'évaluation a porté sur la formulation, la gestion et la mise en œuvre des politiques et des stratégies du Groupe de la Banque africaine de développement, qui constituent les instruments régissant les activités et les programmes opérationnels et institutionnels de la Banque. L'évaluation a été conçue aussi bien comme un produit autonome, utile pour la Banque elle-même, que comme une contribution aux efforts de plus large portée concernant l'évaluation de la tenue des engagements (étant donné qu'une grande partie des engagements portent sur l'élaboration de nouvelles politiques et stratégies ainsi que de documents similaires).
- 3.7 L'évaluation est certes de large portée, mais elle a également été conçue pour en garantir à la fois la faisabilité et la pertinence. En particulier, l'évaluation : i) couvre le spectre complet des politiques opérationnelles et non opérationnelles identifiées, même si dans ses analyses détaillées, elle focalise l'attention sur les politiques et stratégies approuvées depuis 2009 ; ii) ne

couvre pas les documents de stratégie pays (DSP), dans la mesure où ceux-ci ont fait l'objet d'une évaluation distincte d'IDEV ; et III) ne vise pas à examiner les effets définitifs des politiques et stratégies concernant les résultats en matière de développement, qui nécessiteraient des évaluations individuelles de chaque domaine. Il importe également de noter que la Banque ne disposait pas d'une liste consolidée de ses politiques et stratégies. Diverses listes, avec au total plus de 300 documents, ont été analysées, la liste définitive comptant actuellement 73 politiques et stratégies. En l'absence d'une définition officielle des politiques ou des stratégies de la Banque, l'évaluation a utilisé, comme point de départ, les projets de définition fournis par le Département des stratégies et des politiques.

- 3.8 L'évaluation a utilisé une vaste gamme de méthodes de collecte des données, y compris les revues documentaires, les enquêtes en ligne auprès des informateurs et les groupes cibles. Cette collecte des données a facilité les principaux volets de l'analyse, y compris 35 revues documentaires standardisées, 11 études de cas et la cartographie des processus. L'évaluation a également porté sur l'analyse comparative d'aspects spécifiques, en particulier pour ce qui est de la revue de la suite générale à donner.
- 3.9 L'évaluation de l'efficacité et de l'efficacé de la gestion du budget administratif de la Banque africaine de développement a constitué la troisième et dernière composante de l'évaluation générale de la tenue des engagements de l'AGC-VI ainsi que du FAD-12 et du FAD-13. L'objectif fondamental de l'évaluation était d'examiner la mesure dans laquelle la gestion du budget administratif de la Banque concourait à l'efficacité et à l'efficacé dans la couverture des priorités stratégiques. L'évaluation a également porté sur la mise en œuvre des principales mesures recommandées par la revue des réformes budgétaires, conduite en 2012.
- 3.10 L'évaluation a porté essentiellement sur la période quinquennale de 2010 à 2014 couvrant les cycles du FAD-12 et du FAD-13 ainsi que de l'AGC-VI. Toutefois, elle est revenue sur la période antérieure pour déterminer les changements à introduire dans les processus, le cas échéant. Une attention particulière a été accordée aux réformes budgétaires mises en œuvre depuis 2008 pour examiner pleinement leur pertinence, leur adéquation, leur efficacité et leur efficacité en vue de tirer des enseignements utiles de leur mise en œuvre.
- 3.11 Il s'agit d'une évaluation sur base théorique dont les bases factuelles ont été fournies à travers la collecte d'informations et de données quantitatives et qualitatives, en utilisant à cet effet différentes méthodes et en recourant à diverses sources, y compris les revues documentaires, la cartographie des processus, les entretiens avec des individus, les discussions en groupes, les enquêtes en ligne auprès de diverses parties prenantes telles que le personnel de la Banque et les membres du Conseil, ainsi que les entretiens téléphoniques avec le personnel des bureaux extérieurs, en se basant sur un questionnaire semi-structuré. Les informations recueillies auprès des différentes sources ont été recoupées pour parvenir aux constatations de l'évaluation. Des données et informations ont été recueillies auprès de quatre institutions sœurs aux fins d'analyse comparative.
- 3.12 Pour chacune des trois composantes, un groupe de référence de l'évaluation et des experts externes ont contribué à garantir l'exactitude des faits, la qualité et la rigueur de l'évaluation dont les constatations ont été présentées à la direction de la Banque et au groupe de référence en vue de recueillir la rétroaction qui a été dûment examinée et prise en compte.

Mise en œuvre

- 3.13 Les trois composantes ont été achevées et discutées en réunion CODE le 15 Octobre 2015. Les rapports finaux sont présentés comme document support de la réunion de revue à mi-parcours du FAD 13. La mise en œuvre de l'évaluation des engagements pris au titre de l'AGC-VI et des FAD 12 et 13 a reçu un appui financier des gouvernements canadiens et anglais.